

La brochure de la CSC intitulée “L’Organisation mondiale du commerce: le business se poursuit à Cancún?” est un instrument pratique pour tous ceux qui veulent avoir une idée plus précise du commerce mondial ainsi que des acteurs et des intérêts en jeu (disponible sur le site internet sous la forme d’un fichier pdf).

Cette brochure dresse l’état de la situation jusqu’à la conférence de Cancún organisée fin 2003 par l’Organisation mondiale du commerce, un moment crucial dans ce que l’on appelle le programme de l’OMC pour le développement.

Où en sommes-nous en 2007 dans ce programme pour le développement? Quels sont les points à l’ordre du jour? Les pays en développement ont-ils obtenu ce qu’ils voulaient? Et le pouvoir de l’OMC s’est-il encore accru? Vous trouverez la réponse à ces questions dans cette mise à jour qui peut être lue en complément de la brochure existante.

Le programme de Doha pour le développement: Bref résumé chronologique

2001 | Qatar

La quatrième conférence ministérielle de l’OMC lance un vaste tour de négociations sur la poursuite de la libéralisation de l’économie mondiale. Afin que les pays en développement puissent participer, les pays riches promettent de consacrer une attention particulière à leurs besoins et leurs limites.

2003 | Cancún

La cinquième conférence ministérielle de l’OMC de Cancún commence sous de mauvais auspices. Le cycle de Doha n’a progressé en rien au terme de deux ans de négociations; rien n’est encore réalisé en ce qui concerne l’objectif d’accorder une attention particulière aux intérêts des pays en développement. La frustration des pays en développement est grande. La conférence est un échec et met le cycle de Doha à l’arrêt complet.

2004 | Genève

Au terme de neuf mois d’atermoiements, l’OMC lance son “Conseil général de la dernière chance”. L’OMC devrait au moins prendre un ensemble de décisions que l’on visait à Cancún. La survie du cycle de Doha en dépend et, qui sait, même la survie de l’OMC en tant qu’institution. La pression est telle qu’aucun pays ne veut jouer les trouble-fêtes ni mettre en péril un si grand enjeu. Une suite de séances-marathon épuisantes permet d’aboutir à un vague accord-cadre. Juste assez pour sauver l’OMC et le cycle de Doha. Ni plus ni moins.

2005 | Hong Kong

Les enjeux sont à nouveau très grands. Parviendra-t-on à garder intactes les chances de réussir les négociations? Un échec de cette conférence de Hong Kong torpillerait sans aucun doute cette perspective. Dans ce cas, un échec définitif de l’ensemble du cycle de Doha ne serait pas loin.

A l’issue de négociations particulièrement difficiles, et sur fond de manifestations de protestation quotidiennes, un accord finit par être atteint in extremis. Bien qu’il ne s’agisse que d’un mini-accord modéré qui, dans le fond, passe sous silence de très nombreux nœuds, il permet d’éviter provisoirement un échec total du cycle de Doha.

2007 | Potsdam

La saga de l’OMC n’en finit pas. Le tour de négociations de Doha est bloqué depuis un an déjà et ne parvient pas à être débloqué. Les discussions informelles timorées de 2006 perdent vite de leur sens car à quoi bon chercher des compromis si ceux-ci n’ont pas l’aval des ‘quatre grands’ (G4)? Les négociations sont dès lors reportées à l’assemblée du G4 réunissant l’UE, les Etats-Unis, l’Inde et le Brésil.

Les ‘quatre grands’ décident de se réunir cinq jours en conclave à Potsdam, près de Berlin. Or, au bout de deux jours de négociations, le G4 voit déjà l’affaire. La grande pierre d’achoppement reste le dossier agricole.

Dans un avenir proche?

Pascal Lamy, directeur de l'OMC, espère encore que l'OMC au complet voudra poursuivre les discussions, mais l'on craint qu'aucune percée ne vienne avant les élections présidentielles aux Etats-Unis (fin 2008) et les élections législatives en Inde (2009). De ce fait, ce sont surtout les plus démunis qui restent sur leur faim. En effet, un accord agricole équitable, digne de ce nom, au sein du programme de Doha pour le développement semble plus éloigné que jamais.

Principaux écueils

Les principaux écueils des négociations de l'OMC sont restés plus ou moins les mêmes au fil des ans:

- Les questions de Singapour
- L'agriculture
- Les produits industriels
- Les services

Tandis qu'au fil du temps, la plupart des questions de Singapour ont disparu de la table des négociations, les autres thèmes restent à ce jour d'insurmontables obstacles. Le problème, c'est que les discussions sur l'agriculture, les produits industriels et les services restent étroitement liées. Personne n'est disposé à faire une première concession sur un thème si les revendications concernant un autre thème ne sont pas rencontrées.

Les questions de Singapour¹

A Singapour (en 1996), les pays industrialisés (et surtout l'UE) exigèrent des négociations sur quatre "questions": les investissements, les dépenses publiques, les règles de concurrence et des échanges commerciaux plus souples. Les pays en développement refusèrent à l'époque et tinrent bon pendant des années malgré l'intense pression de l'UE. Ils trouvaient ces thèmes trop éloignés du champ d'action de l'OMC. De plus, les négociations et les obligations qui en découleraient seraient trop accablantes. Cette prise de position fut la cause directe de l'échec de la conférence de l'OMC à Cancún (2003). Les pays industrialisés décidèrent alors de ne plus insister sur les trois premières "questions de Singapour". En effet, les discussions bloquaient des années durant l'avancée des négociations bien plus importantes sur l'accès au marché dans l'industrie, les services et l'agriculture. La quatrième "question de Singapour" est toutefois restée bel et bien d'actualité: la simplification des procédures douanières. Les procédures douanières permettent à un pays de percevoir des taxes sur l'importation de produits étrangers. Ces procédures douanières peuvent parfois durer tellement longtemps que la perception des taxes coûte plus cher que les recettes de la taxe à l'importation. Cela semble donc intéressant. Mais les pays en développement craignent les coûts d'une telle simplification. Souvent, ils ont aussi d'autres priorités qu'un dédouanement rapide. Si donc un accord est effectivement conclu, les pays en développement les plus pauvres devront attendre le cœur serré les lourdes sanctions de l'OMC.

L'accord agricole

L'agriculture a toujours été le point le plus délicat. Il constituait un frein important dans le cycle d'Uruguay (1986-1994) et pèse à l'heure actuelle à nouveau sur les négociations du cycle de Doha (2001-...). La résistance croissante des pays en développement qui s'organisent de mieux en mieux, joue un rôle important à cet égard. L'accord agricole entend libéraliser le commerce de produits agricoles et vise trois mesures protectionnistes: les tarifs à l'importation, l'aide à l'exportation et les subventions à la production intérieure.

Les tarifs à l'importation permettent aux pays industrialisés d'ériger de hautes barrières douanières autour du marché européen. Bien que les pays en développement puissent proposer des produits moins chers au début, ils n'ont plus l'ombre d'une chance une fois les barrières douanières franchies. Les

¹ La brochure de la CSC intitulée "L'Organisation mondiale du commerce: le business se poursuit à Cancún?" traite des antécédents de ces *questions de Singapour* et de leur impact négatif sur les pays en développement (pp. 12-18).

taxes que doivent allonger à cette fin les pays en développement rognent lourdement les moindres recettes de leurs exportations vers l'Occident, lucratives à l'origine.

Non seulement les pays en développement n'ont pas l'ombre d'une chance au sein des barrières douanières occidentales, mais même en dehors de celles-ci, les pays industrialisés se livrent à des pratiques de concurrence déloyale. L'aide financière que les pays riches peuvent accorder à leurs agriculteurs et à l'exportation de leurs produits agricoles lèse les pays en développement une seconde fois. La surproduction qui en résulte et que les pays industrialisés déversent sur le marché mondial saborde les prix mondiaux. Conséquence? Les pays en développement n'ont, ni sur le marché occidental, ni sur le marché mondial, la moindre chance équitable de faire croître leur économie grâce à l'exportation de leurs produits agricoles. Or, les pays industrialisés refusent de faire des concessions significatives dans les négociations agricoles tant que l'OMC ne progresse pas dans les négociations de NAMA (Non Agriculture Market Access - *accès aux marchés pour les produits non agricoles*).

Les produits industriels

Par les négociations de NAMA, l'OMC vise à simplifier les échanges mondiaux de produits industriels en abaissant drastiquement les taxes à l'importation existantes. Sur la table des négociations repose la question délicate de savoir quels tarifs (de quel pays) doivent être abaissés et de quel pourcentage.

Sur ce point également, les pays en développement et les pays industrialisés sont diamétralement opposés. Les pays en développement savent pertinemment que les pays industrialisés y ont beaucoup à gagner. Aussi utilisent-ils les négociations de NAMA comme monnaie d'échange contre un accord agricole équitable.

Les services²

L'OMC discute de la libéralisation des services dans les négociations du GATS (General Agreement on Trade in Services - *accord général sur le commerce des services*). Il fut signé pour la première fois en 1995 et est l'un des principaux accords conclus au sein de l'OMC. Alors que l'impasse dans laquelle s'enlise l'agriculture bénéficie de la plus grande couverture médiatique, les services forment aussi une composante majeure du cycle de Doha.

Bien que la plupart des pays en développement ne soient pas trop enthousiastes à l'idée de libéraliser aussi les services, ils acceptent les négociations en échange de la libéralisation de l'agriculture et du textile. De plus, les pays en développement ont reçu la garantie d'une approche particulière des accords du GATS.

Quant à savoir quels services doivent être libéralisés, l'OMC ne peut en imposer la décision d'en haut (du sommet à la base). Le libre choix est laissé aux Etats membres de décider quels services ils veulent libéraliser (de la base au sommet). Concrètement, ces négociations se déroulent entre les Etats membres selon un mécanisme de demande et d'offre. Les membres de l'OMC se font savoir les uns les autres quelles libéralisations les intéressent. En réponse à ces demandes de libéralisation, les membres s'envoient ensuite une offre les uns aux autres dans laquelle ils répondent totalement ou partiellement à la demande formulée. (Les pays approchés ne sont donc soumis à aucune obligation).

A Hong Kong (2005), les pays riches, l'UE en tête, ont tenté d'ôter ce caractère facultatif aux négociations du GATS, mais en vain. Les pays en développement ont tenu bon. La seule concession consentie est la possibilité de négocier entre *groupes* de pays. Une douzaine de pays riches ont ainsi adressé en février 2007 vingt-deux demandes de libéralisation poussée à une quarantaine de grands pays en développement. En ce moment, les pays requérants attendent une réponse des quarante pays ciblés. Mais cette attente pourrait durer longtemps. Comme nous l'avons déjà mentionné, tous les thèmes précités (agriculture, NAMA, GATS) sont étroitement liés.

Personne n'est disposé à faire des concessions dans la libéralisation des services tant qu'il n'y a pas d'accord sur l'abaissement des tarifs à l'exportation des produits industriels (NAMA). Et personne n'est disposé à faire des concessions dans les négociations de NAMA avant d'avoir progressé dans les négociations agricoles. Et c'est là que le bât blesse depuis des années. L'Union européenne ne veut pas démanteler progressivement ses tarifs à l'importation sur les produits agricoles étrangers et les Etats-

² La brochure de la CSC intitulée "L'Organisation mondiale du commerce: le business se poursuit à Cancún?" analyse en détail l'accord sur les services (pp. 18-21).

Unis refusent à ce jour de cesser progressivement leurs subventions agricoles. Cet enlisement dure depuis des années déjà. La question est de savoir combien de temps encore les pays en développement pourront se rebeller. En effet, certains pays (dont le Brésil) ne veulent pas être pointés comme la cause d'un éventuel échec de l'OMC.

Mieux vaut pas d'accord qu'un mauvais accord?

A présent que les négociations multilatérales sont complètement à l'arrêt, les pays riches resserreront encore d'un cran les négociations bilatérales et régionales. Souvent, ces discussions se déroulent selon le principe de diviser pour régner. Dans des négociations réunissant un petit groupe de pays faibles, il est plus simple d'imposer des concessions que face au groupe complet des 151 membres de l'OMC. Nombre d'ONG disent qu'il vaut mieux ne pas avoir d'accord que d'avoir un mauvais accord au sein de l'OMC.

Ce n'est que partiellement juste. En effet, la position des pays les plus pauvres est encore plus faible dans les négociations régionales. Le forum multilatéral reste le lieu privilégié pour élaborer des règles commerciales. De plus, des accords mondiaux doivent promouvoir effectivement le développement des pays pauvres, sans quoi nous serons de retour à la case départ.